**Annexe 2 : synthèse commentée des résultats de l’enquête (Maxime Daye, Président de l’UVCW)**

Que retenir de l’enquête « blues des élus locaux » ?

1. ***Au niveau de l’état d’esprit des élu.es, le sentiment de « blues » est réel***

Si 52% révèlent éprouver **un état d’esprit positif**, 67% estiment toutefois qu’il s’est **dégradé ces 4 dernières années**. Les jeunes semblant mieux « *tenir le coup* ». **La pandémie a clairement laissé des stigmates** pour 65%. Et si 30% d’entre eux en retirent un impact positif sur leur aptitude à gérer d’autres crises, **70% n’en ont retiré…que du négatif**.

Elément très interpellant : 86% des bourgmestres (63% tous mandats confondus) estiment **plus difficile d’exercer un mandat politique aujourd’hui** que lors de la mandature précédente. Certes, nos élus continuent à être engagés, à se sentir utiles, confiants et même enthousiastes, mais avouent **une fatigue croissante, une sérénité écornée et une motivation déclinante**.

**Le mandataire exécutif reste toutefois fier de son mandat**, lequel fait sens pour lui et son sentiment de devoir envers le citoyen est toujours très fort (96%). Toutefois, seuls 65% s’y épanouissent encore, car il exige beaucoup de sacrifices (pour 94%). **La charge psycho sociale est élevée, et davantage encore pour les élues : 7 sur 10 sont parfois** **démotivés.** A tel point que, tous mandats confondus, **5 sur 10** **ont déjà songé à arrêter leur mandat** au cours de la mandature !

« *Ils trouvent heureusement* ***un soutien*** *à diverses sources : la proximité avec les citoyens ; la diversité des tâches à accomplir ; les pairs ; l’environnement de travail ; l’UVCW ; la rémunération (mais pas majoritairement) ; les para-locaux.*

*Quant à* ***ce qui les mine****: le nombre élevé de réunions ; le manque de soutien logistique et financier des autorités supérieures ; l’impossible équilibre entre vie privée et vie professionnelle ; la charge de travail quotidienne ; l’évolution de la profession ; la presse ; les rapports entre partis au conseil communal* », relève Maxime DAYE, le Président de l’UVCW.

1. ***Pas d’enthousiasme délirant pour se représenter aux élections en 2024***

Si 61 % des répondants envisagent de se représenter, 22% pensent le contraire et 17% restent indécis. Il est interpellant de découvrir que **4 élus sur 10** **songent à jeter l’éponge**, et même qu’**1 sur 10** **souhaite quitter définitivement la politique.** « *Ce constat ne manque pas de susciter une vive inquiétude à l’UVCW, car si cette tendance devait se confirmer, la démocratie locale en Wallonie serait réellement en grand danger* », alerte-t-il.

Parmi **les raisons de quitter** évoquées : le mauvais équilibre entre vie privée et vie professionnelle (63%) ; la mauvaise image du monde politique en général (48 %) ; la charge de travail (45%, en particulier chez les échevins) ; le manque de liberté/ de prise d’action (43%) ; l’exigence (trop) élevées des citoyens (42%) ; le sentiment de ne pas avoir un impact suffisant (38%) ; l’envie de prendre sa retraite (33%) ; le sentiment d’avoir accompli son devoir (30%) ; le manque de moyens financiers (30%, principalement chez les Pdts de CPAS) ; la trop grande responsabilité pénale et civile (19%, surtout chez les Bourgmestres) et la rémunération trop faible (16%).

Dans une approche genrée, il apparaît que **la balance entre vie professionnelle et vie privée**, la **charge de travail**, **l’exigence élevées des citoyens et le sentiment de ne pas avoir un impact suffisant** sont beaucoup **plus prégnants chez les élues que chez les élus**. Selon Maxime Daye, « *il y a manifestement encore beaucoup à faire pour l’égalité homme/femme en politique* ».

1. ***La relation dégradée entre les élus et les citoyens***

Si les élu.es ne se font guère d’illusion sur le sentiment des citoyens envers la politique en général, 92 % des répondants estiment cependant que les citoyens ont davantage confiance dans la politique de proximité, et 87 % disent avoir une bonne relation avec les citoyens de leur commune. En revanche, **5 sur 10 notent une dégradation sur les 4 dernières années.**

92% l’attribuent d’abord à **la pression des réseaux sociaux**, ensuite à **l’intérêt personnel** prédominant du citoyen, pour ne pas dire son individualisme, voire son égoïsme. **Le niveau d’exigence croissant** à l’égard de l’action des politiques locales et **le besoin d’avoir une réponse immédiate** sont soulignés par ¾ des répondants.

« *Ce niveau d’attente accru, conjugué à l’impression que les réponses apportées par les pouvoirs locaux ne suffisent pas/plus, à la crise du pouvoir d’achat, à la perte de confiance envers les représentants locaux, mènent 21% des répondants à déplorer un* ***éloignement entre le citoyen et les élus* »,** analyse Maxime Daye.

« *La tension entre élus et citoyens trouve parfois sont expression dans* ***des conflits +/-violents, attestés par nos mandataires****, qui déclarent avoir été victimes d’injures, de menaces verbales et physiques, de fake news, de cyberharcèlement, d’actes de violence. Ces actes visent* ***le plus souvent la personne du bourgmestre* ».**

«*Il est possible de faire front et de* ***répliquer à ces agressions****, et 6 sur 10 l’ont déjà fait, qu’il s’agisse d’abord de prendre contact pour une* ***discussion franche*** *et directe avec le citoyen (25%), de* ***déposer plainte*** *à la police (14%) ou de* ***diligenter une procédure au pénal ou au civil*** *(4%)*».

1. ***Réseaux sociaux : du bon, du meilleur et du pire***

**86 % des mandataires utilisent les réseaux sociaux pour communiquer avec leurs citoyens**, plusieurs fois par semaine, surtout les bourgmestres. Ils s’en servent pour informer la population quant à l’organisation d’évènements (91%), mener des campagnes de sensibilisation (70%), rendre compte de leur présence sur le terrain (52%) annoncer des perturbations du trafic (50%), inviter à participer à la vie politique communale (40%), donner visibilité aux conseils communaux (26%) et parfois aux évènements importants de la vie privée (25%).

Pour Maxime Daye, « *si les mandataires s’accordent généralement sur la* ***facilité de communiquer*** *par ce biais sur les évènements locaux, il leur faut regretter les* ***aspects négatifs*** *liés à l’usage de ces canaux, potentiels lieux de* ***bashing*** *collectif (et politique), de propagation de fausses nouvelles (****fake news****)* ».

1. ***Les relations avec les autorités supérieures***

Constat mitigé, puisque 43% des répondants ne donnent pas une note supérieure à 5/10 à leurs relations avec les autorités supérieures, mais 36% leur accordent une note de 7/10 et plus. **Les bourgmestres sont les plus exigeants et les plus critiques.**

« *Ce qui fait défaut, c’est une* ***meilleure information****, un* ***soutien financier****, du* ***respect*** *et de la* ***considération*** *de la part des autorités supérieures (de 36 à 30%), de même que de l’****autonomie*** *et des* ***responsabilités allégées.***

*Le soutien logistique, la* ***lassitude face aux appels à projets****, les interrogations quant à la pertinence des* ***démarches administratives, leur lourdeur****, la* ***méconnaissance du terrain local****, la* ***méfiance des autorités supérieures*** *et le souhait d’une meilleure concertation terminent la liste* », énumère le Président de l’UVCW.

1. ***L’environnement de travail***

Tous mandats confondus, les répondants sont globalement satisfaits de leur environnement de travail : 60% donnent une cotation de 7/10 et plus.

**La qualités des grades légaux** (directeur général et financier), ainsi que **leur motivation**, est soulignée à 70%. Il en va **de même pour les agents**, avec toutefois un petit fléchissement dans les pourcentages. L’explication réside dans le **manque d’attractivité du secteur public** de manière globale (souligné à 78 %) et le **manque de capacité à attirer et à garder les profils intéressants** au sein des pouvoirs locaux (pointé à 75%).

1. ***Les missions : un allègement souhaité surtout par les bourgmestres***

**Si 37% des répondants se retrouvent franchement dans leurs missions actuelles**, c’est en partie seulement pour 39%, et 4% ne s’y retrouvent plus du tout. **Le scepticisme grimpe surtout chez les bourgmestres** (67% en partie et 3%, plus du tout). Finalement, c’est le président de CPAS qui s’y retrouve le mieux.

Près de la moitié des répondants estiment que **certaines missions ne devraient plus/pas être du ressort des politiques communales et locales**. Pour l’UVCW, « *ce constat mérite réflexion et approfondissement, mais 3 attributions émergent :* ***les zones de police, les zones de secours et la gestion de crise****. Tout de même 18% des bourgmestres considèrent que la gestion des zones de police et de secours devrait relever d’un autre niveau de pouvoir et 13% pensent de même pour la gestion des crises*».

1. ***L’exercice du mandat : difficulté croissante et attractivité en baisse***

Pour 66 % des répondants, le mandat exécutif est difficile à exercer. Et même 70% des bourgmestres mesurent les difficultés de leur mandat.

Ces difficultés varient avec l’ancienneté politique (pour 77% des jeunes élus, mais encore 62% pour ceux qui ont plus de 10 ans d’expérience) et avec l’évolution du contexte (63% estiment que leur mandat actuel est plus difficile à assumer que précédemment, 86% des bourgmestres).

L’avenir est perçu de manière assez sombre : pour 75% des répondants, le mandat local ne suscitera plus de vocation durable à l’avenir. Les bourgmestres (77%) et les échevins (78%) sont plus pessimistes que les présidents de CPAS (67%).

1. ***Conclusion : un signal d’alarme qui appelle des réponses***

Et Maxime Daye de synthétiser les résultats l’enquête UVCW/*Dedicated : « ils soufflent le chaud et le froid. Certes, les listes se rempliront encore pour les élections de 2024… et ce sera déjà difficile, mais l’opération se renouvellera-t-elle sans mal à la mandature suivante ?* ***Les résultats peuvent/doivent s’interpréter comme un véritable signal d’alarme****. Nos élus, bourgmestres, échevins, présidents de CPAS, sont toujours animés du sens du devoir. Ils et elles sont fiers de leur mandat, qui continue à faire sens à leurs yeux. Mais* ***la fatigue gagne, la motivation s’érode, l’enthousiasme s’effrite*** *sous l’action conjuguée des crises, l’excès de bureaucratie imposée d’en haut, le manque de moyens (financier et humain), les réseaux sociaux qui sapent et donnent plus de crédit à un influenceur qu’à un.e élu.e animé.e par le souci de l’intérêt général.* ***Être femme ou homme politique aujourd’hui est bien plus difficile qu’hier****, c’est manifeste. Mais* ***pour conserver intacte****, demain, toute la vivacité de* ***la démocratie locale, il faut se retrousser les manches et renforcer d’urgence les élus locaux à l’horizon 2030* ».**